



LE MINISTRE

Paris, le 4 octobre 2021

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous communiquer un calendrier des textes que le Gouvernement pourrait inscrire à l'ordre du jour prioritaire de l'Assemblée nationale jusqu'au mois de décembre 2021 inclus.

Conformément à la décision n° 2009-581 DC du Conseil constitutionnel du 25 juin 2009 et compte tenu des circonstances, ce calendrier revêt un caractère indicatif ; il ne saurait lier le Gouvernement dans l'exercice des prérogatives qui sont les siennes en application de l'article 48 de la Constitution.

Octobre 2021 :

- Proposition de loi, adoptée par le Sénat, permettant la réélection des juges consulaires dans les tribunaux de commerce ;
- Proposition de loi interdisant les pratiques visant à modifier l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'une personne ;
- Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique ;
- Proposition de loi, adoptée par le Sénat, visant à conforter l'économie du livre et à renforcer l'équité et la confiance entre ses acteurs ;
- Lecture des conclusions de la commission mixte paritaire sur la proposition de loi visant à protéger la rémunération des agriculteurs ;
- Projet de loi de finances pour 2022 ;
- Sous réserve de son dépôt, projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 ;
- Sous réserve de son dépôt, projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire.

Monsieur Richard FERRAND
Président de l'Assemblée nationale
128 rue de l'Université
75355 PARIS 07 SP

Novembre 2021 :

- Suite de l'examen du projet de loi de finances pour 2022 ;
- Sous réserve de leur dépôt, lecture des conclusions de la commission mixte paritaire sur le projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire, ou nouvelle lecture ;
- Eventuellement, lecture définitive du projet de loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire ;
- Sous réserve de son dépôt, projet de loi de finances rectificative pour 2021 ;
- Sous réserve de son dépôt, projet de loi portant reconnaissance de la Nation et réparation des préjudices subis par les harkis, par les autres personnes rapatriées d'Algérie anciennement de statut civil de droit local et par leurs familles du fait des conditions de leur accueil sur le territoire français ;
- Sous réserve de leur dépôt, lecture des conclusions de la commission mixte paritaire sur la proposition de loi visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels, ou nouvelle lecture ;
- Sous réserve de leur dépôt, lecture des conclusions de la commission mixte paritaire sur le projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire, ou nouvelle lecture ;
- Sous réserve de leur dépôt, lecture des conclusions de la commission mixte paritaire sur le projet de loi organique pour la confiance dans l'institution judiciaire, ou nouvelle lecture ;
- Proposition de loi visant à améliorer la protection des lanceurs d'alerte ;
- Proposition de loi organique visant à renforcer le rôle du Défenseur des droits en matière de signalement d'alerte ;
- Sous réserve de leur dépôt, lecture des conclusions de la commission mixte paritaire sur le projet de loi de finances rectificative pour 2021, ou nouvelle lecture ;
- Sous réserve de leur dépôt, lecture des conclusions de la commission mixte paritaire sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022, ou nouvelle lecture ;
- Eventuellement, lecture définitive du projet de loi de finances rectificative pour 2021 ;
- Eventuellement, lecture définitive du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2022.

Décembre 2021 :

- Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- Sous réserve de leur dépôt, lecture des conclusions de la commission mixte paritaire sur le projet de loi de finances pour 2022, ou nouvelle lecture ;
- Éventuellement, lecture définitive du projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire ;
- Éventuellement, lecture définitive du projet de loi organique pour la confiance dans l'institution judiciaire ;

- Sous réserve de leur dépôt, lecture des conclusions de la commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure ;
- Éventuellement, lecture définitive du projet de loi de finances pour 2022.

Enfin, divers projets de loi autorisant l'approbation d'accords et conventions internationales, ainsi que des débats et d'éventuelles propositions de loi pourront également être inscrits à l'ordre du jour prioritaire de l'Assemblée nationale.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération.



Marc FESNEAU